

*Initiatives ministérielles*

cueilleurs de fruits. Ces emplois provisoires sont offerts un peu partout dans la province. Cela encourage les travailleurs des autres provinces qui ne trouvent pas d'emploi à déménager dans des provinces où l'hiver est un peu moins rigoureux. Ils espèrent se dénicher du travail et gagner un peu plus d'argent.

Toutefois, quand ils doivent en fin de compte joindre les rangs des assistés sociaux, ils font grimper considérablement les coûts et aggravent les problèmes auxquels font face les gouvernements provinciaux. Ceux-ci ont le choix: ils peuvent accroître leurs dépenses et du même coup augmenter leur déficit. C'est ce qui se produit dans bien des provinces où le nombre d'assistés sociaux gonfle, parce que les gens sont inadmissibles à l'assurance-chômage, ne touchent pas de prestations d'assurance-chômage assez longtemps entre deux emplois saisonniers ou encore cessent tout simplement de recevoir des prestations. Ce n'est pas agréable de se retrouver dans une telle situation.

En appliquant les politiques prévues dans le projet de loi C-32, le gouvernement s'attaque à la structure même qui fait du Canada le pays que nous connaissons et que nous aimons.

En rétrospective, je me demande quel est le lien avec l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange. Je reste un peu sceptique lorsque le gouvernement parle de rationalisation et de compressions. Je songe à ce qui s'est produit au moment des élections de 1988. À cette époque, le gouvernement a fondamentalement refusé d'admettre qu'il accumulait les déficits d'année en année et qu'il était aux prises avec une dette nationale énorme. Voici ce qu'il préférerait dire: «La solution, c'est de rendre notre pays plus compétitif sur les marchés. Or, l'Accord de libre-échange nous ouvrira ces vastes horizons et ces marchés.»

Le gouvernement a ensuite présenté des mesures législatives qui, selon moi, allaient dans le même sens que l'Accord de libre-échange et que certains avaient prévues, par exemple les compressions concernant l'assurance-chômage, le délai plus long pour devenir admissible et la période plus courte durant laquelle un chômeur peut toucher des prestations. Même si le gouvernement a promis d'engager davantage de fonds dans la formation parce que, de son propre aveu, l'accord allait entraîner la disparition de certains emplois, il n'en a rien fait, et ce, malgré ses promesses au moment d'apporter les changements nécessaires. Le gouvernement n'a pas permis le recyclage de certaines des personnes directement touchées par le projet de loi C-32.

La récupération de la sécurité de la vieillesse et de la pension du Canada compromet l'universalité. C'est la première atteinte à ces programmes, soit la désindexation des pensions, l'obligation, pour ceux qui ont un revenu dépassant un certain niveau, de rembourser ce qui leur est versé, et ce, malgré le discours du gouvernement: «Nous ne portons pas atteinte à l'universalité des programmes. Ceux-ci restent universels. Tout le monde reçoit le montant prévu, mais nous allons le récupérer à la fin de la période, d'une autre façon, sous forme d'impôt.» C'est tout à fait absurde! C'est le début de la disparition complète de la sécurité de la vieillesse. C'est le premier pas vers la suppression des allocations familiales versées à tous, non pas seulement aux plus démunis. Cela se fera par la désindexation de ces programmes.

On a discuté en long et en large de la taxe sur les produits et services. Quelque 85 p. 100 de la population canadienne était contre la taxe sur les produits et services. Le gouvernement actuel a-t-il prêté l'oreille à ces critiques? Non. Une fois de plus, il a tourné le dos au peuple. Préférant se boucher les oreilles, il transmettait le message suivant: «Nous savons ce qui est bon pour le peuple. Nous ne l'écouterons donc pas, mais allons imposer cette taxe qui nous rendra plus compétitifs.»

Allez dire à un million d'enfants pauvres que la taxe sur les produits et services ainsi que les politiques du gouvernement actuel les ont aidés. Allez dire aux millions de chômeurs que les politiques du gouvernement actuel les ont aidés. Allez dire aux millions de bénéficiaires de l'aide sociale que les politiques du gouvernement actuel les ont aidés. Allez leur dire que l'Accord de libre-échange leur a donné les emplois qu'ils avaient autrefois dans le secteur manufacturier. Allez leur dire que les emplois qui s'en vont vers le Sud vont revenir quand nous en aurons fini avec cette récession qui, à mon avis, est beaucoup plus profonde que le gouvernement ne l'a admis ou continuera de l'admettre.

Avant d'imposer la taxe sur les produits et services, le gouvernement s'était fait dire que l'économie allait périlcliter, à l'automne 1990 et au début de 1991. Le ministre a attendu qu'une bonne partie de l'année 1991 soit passée avant d'admettre qu'il y avait bel et bien récession. Le Conference Board du Canada et le trésorier du gouvernement de l'Alberta ont averti le gouvernement fédéral que les répercussions de la TPS seraient d'une portée considérable pour la population du pays.

Il est hélas trop tard. Nous traversons une grave récession. Des millions de Canadiens sont sans emploi. Dans ma région de l'Okanagan seulement, nous ne sommes jamais descendus sous la barre des 10 p. 100. Nous